

Ils veulent être nos seigneurs

Texte envoyé par Marco Camenisch au mensuel anarchiste Azione Diretta après son évasion

Ils veulent être nos seigneurs. Nous, nous ne voulons être ni esclaves ni maîtres.

C'est pour cela qu'ils nous ont enfermés, c'est pour cela que nous nous sommes évadés. C'est pour cela que nous avons risqué la liberté, la mort, l'isolement total. C'est pour cela que nous avons tué un mercenaire. Mais c'est l'État qui est l'assassin, le dresseur d'esclaves volontaires, de citoyens-soldats, de policiers et autres porteurs d'uniformes, dont certains sont des robots sans aucun instinct de conservation et qui, dans les prisons de leurs maîtres, torturent et s'opposent à la dignité humaine la plus fondamentale. Sur ordre, ils tuent par traîtrise, ils effectuent des tabassages mortels et des empoisonnements dans les appartements et dans les rues.

Non content d'assassiner, l'État joue aussi le rôle de chacal. Il exploite les cadavres pour maintenir, approfondir et rétablir l'oppression, ainsi que son intérieurisation. Avec succès puisque les détenus ont offert des couronnes mortuaires à leur tortionnaire mort, puisque des critiques ont été émises par le mouvement relatif à l'acte d'auto-libération et à sa date (car elle a eu lieu peu après une conférence de presse sur les conditions carcérales, convoquée par les opposants aux prisons, le 12 décembre 1981 à Zurich).

Le contenu politico-spectaculaire de n'importe quelle action est systématiquement décidé par l'État en fonction de ses besoins. Nous n'en avons rien à foutre. Une action collective comme celle du 17 décembre 1981 dans {en dehors de... ah, ah, ah !} la prison de Regensdorf, peut être exploitée de manière spectaculaire, uniquement parce que parmi les évadés, il y avait des gens hautement mythifiés par l'État, des individus décidés et radicalement opposés aux bases du pouvoir et de l'esclavage, c'est-à-dire à l'argent, aux uniformes, aux lois et à l'économie. Pour l'État, cette action a été un prétexte exceptionnel pour continuer la propagande d'un de ses besoins fondamentaux; justifier, élargir, perfectionner le système carcéral, base de la répression et de l'extermination de toute expression de vie s'opposant à la propagation du cancer de l'État militaire et politique des patrons.

La porcherie politique du sommet et ses infatigables portes-voix crièrent et grognèrent, sous forme de deuil et d'indignation hypocrite, leur répertoire entier de cynismes, leurs mensonges tactiques autour des circonstances de l'action collective et autour du mercenaire de l'État répressif abattu et du mercenaire blessé. Ils sont bien conscients que la responsabilité des conséquences leur appartient, si un gardien, leur instrument d'exploitation des prisonniers, malgré l'intimation de rester tranquille, se jette sur un 38 pointé sur lui à un demi-mètre afin d'empêcher la récupération d'une échelle malheureusement absolument nécessaire.

La politique, c'est le pouvoir. Notre action est politique, puisqu'elle est effectuée par des opprimés dans une société opprimée. Mais c'est en réalité un acte dans la lutte contre la politique, le pouvoir, l'État, la prison, l'oppression. Dans le cas d'une auto-libération, celui qui critique la date de son déroulement et ne comprend pas ou condamne un des nombreux - comparable et nécessaire - niveaux de lutte de libération n'a pas compris la nature de l'État, du Pouvoir, de la Politique, de la Prison, de l'Oppression.

Il n'a pas compris la façon dont ils sont logiquement imbriqués entre eux, ou alors il est capable en tant que politicien de se mouvoir à l'intérieur de ces tissus. Et non pas en tant que militant contre l'oppression, même s'il est en mesure de faire des raisonnements politiques en dehors de cette logique. La libération, c'est l'action directe. L'initiative individuelle peut vivre et s'élargir uniquement si elle est radicale. Traiter et agir même avec les patrons, l'Etat, l'opinion publique, les masses et les classes d'esclaves va contre sa nature et est donc autodestructeur.

Liberté pour Pferluigi (repris peu de temps après, à lui nos larmes), liberté pour tous !

Rasons toutes les prisons !"